

**Nations unies - Syrie - Utilisation
des armes chimiques - Intervention
du représentant permanent de la
France auprès des Nations unies -
après le vote - Conseil de sécurité**
(New York, 28 février 2017)

Monsieur le Président,

La France regrette profondément l'incapacité du conseil de sécurité à adopter ce projet de résolution, en dépit du soutien de la majorité de ses membres.

Cette résolution a fait l'objet de discussions approfondies et de bonne foi avec nos partenaires. Nous disposons des éléments suffisants, grâce au travail du mécanisme mis en place à cet effet, le JIM, pour prendre les mesures qui s'imposaient. Nous avons tous les éléments pour assumer les responsabilités qui nous incombent et auxquelles nous nous étions, de surcroît, unanimement engagés.

Nous sommes donc déçus par ce vote, bien sûr, mais certainement pas découragés. Car nous n'avons pas le droit de nous décourager. Nous n'avons pas le droit de détourner le regard et de baisser les bras. Nous n'avons pas le droit de nous résigner à l'impensable ; et l'impensable serait d'accepter sans réagir, sans réagir avec toute la fermeté requise à l'utilisation d'armes de destruction massive.

C'est pourquoi la France, comme l'a souligné le ministre français des affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault, ne se résignera pas. Le travail du JIM va se poursuivre, d'autres cas d'emploi lui seront transmis, et nous serons de nouveau amenés à nous prononcer. Les responsables seront tôt ou tard amenés à rendre des comptes. Mon pays restera pleinement mobilisé avec ses partenaires.

La France est donc plus déterminée que jamais à sortir de l'impasse en agissant dans toutes les enceintes internationales appropriées afin de ne pas laisser ces crimes impunis. Et j'espère que le moment venu nous serons en mesure de nous rassembler. L'enjeu pour nos valeurs les plus fondamentales et pour notre sécurité la plus directe, comme pour celle de nos enfants, est tout simplement trop important.

Je vous remercie./.